

BANQUE DE FRANCE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DE
M. LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

DR n° 2245

du 18 juillet 2007

Hors cadres

Sections 8.2.2 et 8.2.12

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

Vu l'article 226-2 du Statut du personnel,

Vu le règlement annexé au décret n° 2007-262 du 27 février 2007 relatif au régime de retraite des agents titulaires de la Banque de France, notamment ses articles 8, 19, 20 et 24,

DÉCIDE

Article 1^{er} : Les agents qui comptent au moins quinze ans de services effectifs au sens de l'article 8 du règlement du régime des retraites susvisé peuvent demander à être placés en position hors cadres pour exercer des fonctions hors de la Banque.

Les agents placés dans cette position cessent de bénéficier de leurs droits à l'avancement et à la retraite, sous réserve des dispositions figurant à l'article 3 de la présente décision.

Article 2 : La mise hors cadres est prononcée par une décision du Gouverneur, pour une durée déterminée, qui peut être renouvelée.

Trois mois au moins avant l'expiration de chaque période de mise hors cadres, l'agent fait connaître à la Banque sa décision de solliciter le renouvellement de sa position hors cadres ou de réintégrer la Banque.

À l'expiration d'une période de mise hors cadres et lorsque celle-ci n'est pas renouvelée, l'agent est réintégré à la Banque de France dans un délai qui ne peut excéder six mois.

Article 3 : L'agent en position hors cadres relève du régime de retraite applicable dans la fonction qu'il exerce.

En cas de réintégration de l'agent dont la position hors cadres prend fin, ses droits à pension recommencent à courir à compter de ladite réintégration.

Dans le cas où l'agent ne pourrait prétendre à pension au titre du régime de retraite auquel il a été affilié pendant la position hors cadres, il peut, dans les trois mois suivant sa réintégration, solliciter le rappel pour la détermination du nombre des annuités au titre du régime de retraite de la Banque des années passées dans cette position en versant les cotisations à la Caisse de réserve des employés dans les conditions prévues au 5° de l'article 20 du règlement susvisé.

Article 9 : La Commission consultative sur les incompatibilités instituée par la décision réglementaire n° 2180 peut être consultée par le Gouverneur préalablement à la mise hors cadres.

Article 10 : Les dispositions de la présente décision sont applicables à compter du 1^{er} août 2007.

Christian NOYER